

Ghassan Salamé: «Pourquoi nous devons écouter cette guerre»

<https://magazinedelafrique.com/politique/ghassan-salame-pourquoi-nous-devons-ecouter-cette-guerre/2/>

PAR HICHEM BEN YAÏCHE ET NICOLAS BOUCHET

9 MARS 2022



Professeur de Sciences politiques, ancien émissaire des Nations unies en Libye, Ghassan Salamé livre sa vision de la géopolitique mondiale en cette période de crise inédite. Il décrit les secousses qu'entraînera la guerre en Ukraine, au-delà de l'Europe. Et fort de son expérience en Libye, il s'inscrit en faux contre les idées reçues quant à la propagation du djihadisme au Sahel.

Par Hichem Ben Yaïche et Nicolas Bouchet

Comment jugez-vous ce qui se passe en Ukraine et en Europe de l'Est ? Poutine a-t-il été pris par l' « ivresse de la puissance » ?

Nous sommes face à une crise sans précédent depuis 1945, au moins pour trois raisons. La première, c'est qu'est déclenchée une alerte nucléaire, ce qui n'arrive pas tous les jours ; une douzaine de fois depuis 1945, à propos de Cuba, de Berlin ou du Moyen-Orient.

C'est l'envoi d'un signal fort de la part de Moscou que cette affaire est, comme l'a décrit Poutine voici quelques années, existentielle pour la Russie. C'est un élément de trouble.

La manière dont la Russie sort de ce conflit va impacter nécessairement le rôle mondial qui sera le sien, c'est-à-dire au-delà de ses frontières et de son

voisinage immédiat. Ceci que ce soit en Libye, en République centrafricaine, en Roumanie et ailleurs.

Cela ne veut pas dire que nous subissons une guerre nucléaire ! Elle est très improbable. Mais même si les risques de confrontation nucléaire sont très bas, ils nous donnent une peur bleue parce que le nucléaire est d'une tout autre nature que les conflits classiques.

La deuxième raison est que nous voyons la chronique d'une tragédie annoncée. C'est-à-dire que Poutine a ramené des transports de troupes et des chars depuis la Sibirie lointaine. L'opération a pris des semaines de préparation pendant lesquelles on pouvait éviter cette crise.

Je crois que la majorité des gens pensaient que l'invasion n'aurait pas lieu. Ceux qui, comme les Américains, estimaient qu'elle pouvait intervenir, n'ont peut-être pas tout fait contre cela.

La troisième raison, c'est ce que nous voyons depuis que la guerre a commencé : une guerre très coûteuse. Le gouvernement ukrainien a déjà estimé à plus de 10 milliards d'euros les destructions d'infrastructures dans son pays.

On a tous vu les images de Kharkiv véritablement détruite. C'est Grozny, Homs, Alep, tout ce que vous voulez. Et il faut faire le compte des effets collatéraux sur l'économie mondiale qui vont jusqu'à nos pays et jusqu'aux importations de blé par des pays comme ceux du Maghreb, l'Égypte, et par d'autres pays africains.

Même si la guerre s'arrêtait aujourd'hui, nous n'éviterons pas une augmentation des prix des matières premières, du pétrole, du gaz, ainsi que du blé et d'autres matériaux qui vont affecter l'économie internationale, pour longtemps. Voilà trois bonnes raisons de dire que cette crise qui, de surcroît, a lieu au cœur même de l'Europe, doit nous inquiéter au plus haut point.

Poutine ce n'est pas uniquement la Russie. Il a une présence internationale en Afrique et dans de nombreux pays. Comment envisager les tendances lourdes qui vont sortir de cette crise ?

Il est des guerres dont personne ne sort vainqueur parce qu'elles auront coûté trop cher aux uns comme aux autres. Il y aurait déjà deux millions de réfugiés ukrainiens dans les pays voisins, notamment en Pologne et dans une dizaine d'autres pays. La Russie a déjà perdu beaucoup de chars et de camions, et surtout des milliers d'hommes sur le terrain.

L'économie internationale ayant été affectée négativement et pour longtemps, des usines dans des pays comme la France, la Grande-Bretagne et d'autres auront de grosses difficultés pour obtenir les matières premières qu'elles importaient d'Ukraine, et surtout de Russie.

À la fin de ce conflit, nous nous retrouverons peut-être dans une situation où tout le monde aura perdu et où personne n'aura nécessairement gagné...

La manière dont la Russie sort de ce conflit va impacter nécessairement le rôle mondial qui sera le sien, c'est-à-dire au-delà de ses frontières et de son voisinage immédiat. Ceci que ce soit en Libye, en République centrafricaine, en Roumanie et ailleurs.

L'autre effet évident est que des pays vont être très pris par les affaires extérieures et vont être obligés de regarder chez eux pour régler des problèmes imminents à Rome, Paris, Berlin et Londres. Ce sont des problèmes d'inflation, d'augmentation des prix des matières premières, de difficultés d'accès aux matières premières.

Quelles solutions ?

À ce stade, je pense que le plus urgent est d'essayer d'écourter cette guerre. Et de faire que la phase de mobilisation au profit des Ukrainiens, que la phase de tentative d'explication des intentions de Moscou, passe à présent à l'arrière-plan.

Après une douzaine de jours de combats extrêmement féroces avec des villes détruites dans une grande mesure, une capitale déjà pratiquement encerclée, nous devons nous poser la question des conditions d'une sortie de crise.



Ghassan Salamé à Oea (Tripoli) avec l'équipe des chauffeurs et de la protection rapprochée, le 6 juillet 2019.

Je crois qu'on n'y a pas assez réfléchi. Nous voyons des propositions de tous côtés mais la sortie de crise dépend de trois éléments fondamentaux. Le premier, c'est de savoir dans quelle mesure on peut comprendre exactement ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas pour Poutine, afin de mettre fin à cette invasion.

Le second, qui n'est pas moins important, est de savoir dans quelle mesure les Ukrainiens, qui sont la partie faible dans ce rapport de force militaire, sont disposés à faire des concessions éventuellement pour éviter de nouvelles destructions dans leur pays.

Reste une troisième condition. Dans quelle mesure l'Occident jouera-t-il un rôle de surenchère ou, au contraire, poussera-t-il les pays qui peuvent jouer le rôle de médiateur, comme la Chine ou peut-être comme la Turquie, à le faire ?

Ma préférence va, bien entendu, à l'organisation que j'ai servie pendant des années, à savoir les Nations unies. Un rôle attend le secrétaire général des Nations unies, celui de faiseur de paix. J'ai hâte de le voir jouer ce rôle.

Avec quel sentiment avez-vous quitté la Libye : l'impression d'un travail inachevé, un arrière-goût d'amertume ? Que reste-t-il après ces trois ans de gestion des dossiers libyens ?

J'avais pris le dossier libyen dans une situation extrêmement difficile. Avec un pays divisé et surarmé ; plus d'un million d'armes existent dans le pays. Avec un accord qui a été signé à Skhirat à la fin 2015 qui n'a pas été reconnu par les acteurs importants dans le jeu libyen et, au contraire, reconnu par d'autres. Il y avait donc beaucoup à faire.

Je suis, et je vous le dis très honnêtement, assez fier de tout ce que nous avons pu réaliser pendant ces trois ans. Nous avons arrêté en décembre 2017 une attaque sur le point d'arriver sur Tripoli. Quand l'attaque s'est déclenchée un an plus tard, en septembre 2018, nous avons réussi à l'arrêter, après plusieurs semaines de combat à Tripoli, par un accord de cessez-le-feu et le retrait des troupes venues notamment de Tarhounah et de Misrata.

Surtout, nous avons, quand la grande guerre du 4 avril 2019 a commencé par l'attaque des troupes du général Haftar contre Tripoli, réussi à convoquer une réunion au sommet à laquelle ont assisté des chefs d'État qui ne s'étaient pas vus jusque-là, notamment les présidents al-Sissi et Erdogan. Sans compter les chefs d'État des autres pays qui comptent en Libye.

Nous en avons sorti un plan d'action toujours en cours d'exécution. Il a produit quelque chose que je considère central, c'est-à-dire la Commission militaire « 5+5 » qui continue de se réunir régulièrement à Syrte.

Elle a réussi à produire un cessez-le-feu en octobre 2020. Nous avons réussi à refaire marcher, après des mois d'arrêt, tous les puits de pétrole dont dispose la Libye et à revenir à des exportations de l'ordre de 1,3 ou 1,4 million de barils par jour. Et nous avons réussi à lancer un processus politique ; certes, il a connu des hauts et des bas depuis et une vie compliquée...

Malheureusement, j'ai dû quitter le terrain pour des raisons de santé. Mais l'équipe, et notamment la vice-directrice de la mission, a continué son travail avec acharnement sur le terrain et particulièrement sur le dossier politique qui a moins bien évolué que le dossier militaire ou le dossier économique et pétrolier.

Qu'est-ce qui pèse le plus dans cette affaire libyenne ? Est-ce le poids des ingérences, celui des groupes armés ? Comment expliquer cet intérêt pour la Libye de la Turquie, de la Russie, l'Égypte, des Émirats... ?

Il n'est pas une seule guerre civile qui se fasse aujourd'hui sans ingérence extérieure. Nous vivons dans un monde où ce que l'on appelait la guerre civile, une guerre qui se fait à l'intérieur des frontières entre des acteurs locaux, est désormais une fausseté. Ce n'est plus vrai. Nous voyons de l'ingérence extérieure dans tous les conflits civils partout dans le monde, sans exception.

J'observe au sujet de la Libye une certaine paresse dans la presse internationale et des *Think tanks*, qui consiste à ne regarder que les ingérences extérieures. Parce que ce sont les plus faciles à comprendre ! En réalité, nous devons analyser, en premier lieu, la dynamique interne de la Libye.

On exagère l'importance du drame libyen sur la situation dans le Sahel et l'Afrique occidentale. De même, la dynamique intérieure libyenne est trop souvent décrite depuis l'extérieur comme un conflit entre l'Est et l'Ouest, entre Benghazi et Tripoli. Je n'en crois rien.

Si les Libyens ne veulent pas se faire la guerre, aucun pays extérieur ne peut les obliger à le faire. On ne peut comprendre cette dynamique intérieure qu'en étant sur le terrain. D'où ma décision, dès mon arrivée en Libye de ramener la mission des Nations unies de Tunis, où elle s'était réfugiée, à l'intérieur de Tripoli, pour être au plus au plus près des Libyens et des événements.

La dynamique intérieure libyenne est trop souvent décrite depuis l'extérieur comme un conflit entre l'Est et l'Ouest, entre Benghazi et Tripoli. Je n'en crois rien. Ce qui est arrivé en 2011 est une implosion du pays en des dizaines de groupes armés qui ont réussi à mettre la main sur l'arsenal immense que leur a laissé le colonel Kadhafi. Ils ont ensuite obtenu des armes de l'extérieur.

Le problème est que la Libye est un pays rentier. Ce n'est pas la Somalie, le Liban ou le Yémen. C'est un pays qui peut autofinancer sa guerre. Les ingérences extérieures n'ont pas le même poids que dans d'autres pays où les groupes armés ne peuvent pas s'armer s'ils ne sont pas financés par des groupes extérieurs. En Libye, avec 1,3 million b/j produits, le pays peut chaque matin financer sa propre guerre civile. C'est ce qui fait mal au cœur. Nous déplorons, au-delà de cette implosion en une kyrielle de groupes partout dans le pays, une forte compétition autour de la rente pétrolière.

Jusqu'en 2011, un « arbitre » gérait cette redistribution de la rente pétrolière à tous les groupes, toutes les villes, toutes les tribus de Libye. De manière inégalitaire, d'ailleurs, en punissant les uns et en récompensant les autres. Mais il y avait un arbitre. Depuis 2011, avec l'affaiblissement de l'État, avec l'implosion des groupes armés et leur multiplication, aucun arbitre ne distribue la rente pétrolière. C'est pourquoi il était essentiel pour nous, et il l'est encore pour mes successeurs, d'essayer de rétablir un État.



C'est un processus lent qui ne se fait pas en un jour. Un de mes objectifs a été de réunifier la Banque centrale et je suis heureux qu'on y parvienne en ce moment. Nous voulions aussi réunifier les sociétés pétrolières, la police et éventuellement l'armée.

Nous voyons des ingérences négatives, parfois des ingérences positives, mais le Sommet de Berlin du 19 janvier 2020 a établi un code de conduite pour l'ensemble des pays qui interviennent en Libye. Ils l'ont accepté et l'ont plus ou moins respecté depuis la tenue de ce sommet central pour la sortie de crise de Libye.

Dans ces dynamiques internes, les forces que sont les tribus, les partis, les groupes armés risquent-elles de pousser à la partition d'un pays tiraillé entre trois pôles ?

Le risque de partition est là mais je ne crois pas que des forces réelles poussent vers la partition. Il y a un parti fédéraliste et il y a quelques fois des allusions à la partition mais je n'en ai pas peur. J'ai vécu quinze ans au Liban où l'on parlait chaque matin de partition.

Je suis content de constater aujourd'hui que ce pays conserve sa forme. Cela dit, le conflit libyen, comme les autres conflits de par le monde, va être affecté nécessairement par cette crise majeure qui a éclaté au cœur de l'Europe, nous l'avons évoqué.

C'est-à-dire, concrètement ?

Il y aura nécessairement moins d'attention accordée par les autres pays à des conflits périphériques qui ont peut-être occupé leur attention à un moment. Cela veut également pour la Turquie qui s'est investie en Libye et dans l'ensemble de l'Afrique.

Turkish Airlines est la compagnie qui dessert le plus de capitales africaines. Il ne fait pas de doute que la manière dont la Turquie se positionnera après ce conflit ukrainien affectera énormément l'expansion de son influence en Afrique.

On le voit, la Libye a des effets sur ses voisins aussi et notamment dans le Sahel. Peut-on estimer le poids de cet incubateur de djihadistes ?

Nous avons tous intérêt, sans exception, à préserver un État fort en Libye qui puisse mettre fin aux groupes terroristes qui ont pu s’y nicher. Mais également à des phénomènes européens comme l’immigration illégale et d’autres.

Cela dit, je crois qu’on exagère l’importance du drame libyen sur la situation dans le Sahel et l’Afrique occidentale. Il est facile de dire : « *S’il n’y avait pas ce problème libyen, ce serait la paix un peu partout.* » Je ne le crois pas.

Si vous regardez les origines du mouvement Boko Haram, il a très peu à voir avec ce qui s’est passé en Libye. Si vous regardez les intenses conflits internes dans la plupart des pays du Sahel, ils ont peu à voir avec la Libye.

Je ne veux pas dire qu’il n’y a pas d’armes originaires de Libye qui ne s’y diffusent pas. Mais penser à la Libye comme l’incubateur du djihadisme en Afrique, je ne suis pas d’accord.

La Libye, en dépit de sa situation extrêmement difficile, a réussi à détruire entièrement le projet de l’État islamique à Syrte. En 2016, Misrata a perdu plus de 700 jeunes gens dans une bataille extrêmement difficile pour éradiquer ce projet de l’État islamique.

Pendant que nous parlons, la France, les Etats-Unis et d’autres pays, avec l’autorisation des autorités libyennes, continuent leurs actions antiterroristes à l’intérieur même du territoire libyen.

Nous connaissons votre expérience, ainsi que votre passion pour la réflexion et la conceptualisation. Avez-vous un fil conducteur pour décrypter le monde et lui trouver un certain sens ?

Avant la guerre en Crimée, j’avais commencé à écrire un livre sur ce que j’appelle « *la dérégulation de la force* ». Le monde allait vers une convergence de ses systèmes politiques et économiques à la fin de la Guerre froide en 1989.



Mais un accident s'est produit en chemin. Plutôt que de miser sur cette convergence économique, politique et financière, un front, notamment aux États-Unis, a voulu tirer parti des avantages stratégiques de la fin de la Guerre froide pour refaire le monde à sa façon.

Au lieu d'aller vers la constitution de normes, d'organisations et de règles, nous sommes allés vers une dérégulation de la force. Cela, tout comme il y a eu dérégulation de l'économie, du discours à travers l'épanouissement des médias sociaux, de l'identité avec le triomphe du culturalisme et des idées comme le *clash* des civilisations.

Je date cette dérégulation de la force au jour où, contrairement à l'avis de leurs alliés comme de leurs adversaires et en l'absence d'une résolution du Conseil de sécurité, les États-Unis ont décidé d'envahir l'Irak, en mars 2003.

Depuis, ils ont fait beaucoup d'émules. Beaucoup de pays ont compris que nous sommes entrés dans une ère où la force est dérégulée et qu'on peut l'utiliser si on la possède. Et qu'on n'a pas à respecter le Conseil de sécurité, les normes internationales ou la souveraineté du pays voisin.

Que l'on peut envoyer ses propres troupes, des groupes de mercenaires qui viennent de votre pays ou d'autres pays. Nous avons vu cela dans beaucoup de théâtres, au cours des quinze dernières années.

Si les États-Unis, première puissance mondiale n'a, depuis l'invasion de l'Irak en 2003, pas cure du droit international, pourquoi les autres puissances devraient-elles le respecter ? Elles aussi vont profiter de la dérégulation de la force dont le monde souffre depuis une bonne quinzaine d'années.

Voilà le fil conducteur de ma réflexion : cette dérégulation de la force a été entamée par cette attaque américaine contre l'Irak, non légitimée, non justifiée, non sanctionnée par le Conseil de sécurité, et faite contre toute logique.

Pour cette attaque, on n'a pas cessé de trouver des raisons, chacune plus oiseuse que l'autre. Cette logique atteint aujourd'hui son apogée avec l'invasion russe de l'Ukraine.

L'invasion de l'Irak en 2003, que j'ai observée de près parce que je travaillais pour les Nations unies en Irak avant d'aller au Yémen en Libye, a fait des émules en Russie, en Chine, en Turquie, en Iran et dans beaucoup de pays.

Si la première puissance mondiale n'a cure du droit international, pourquoi les autres puissances devraient-elles le respecter ? Elles aussi vont profiter de la dérégulation de la force dont nous souffrons depuis une bonne quinzaine d'années.